



# ACTUALITÉ 13 -2019

# COMMUNIQUÉ

---

## Le 17 Décembre, riposter encore plus nombreux

Sans surprise, les annonces du Premier Ministre ont confirmé la mise en œuvre d'une réforme systémique aux reculs sociaux très clairs.

Comme **FO** l'a exprimée depuis des mois, le régime unique par points n'améliorera pas les droits des salariés et fonctionnaires mais les dégradera. Ils devront acheter des points tout au long de leur vie active, y compris dans les périodes de bas salaire, de temps partiel, d'interruption de carrière... aboutissant de façon mécanique à la baisse du montant de leur pension. Malgré les affirmations du gouvernement, les femmes seront également perdantes avec la mise en place de ce projet.

C'est également l'abandon de la reconnaissance de la pénibilité avec l'abrogation de la bonification pour services actifs.

Mieux (ou pire), le gouvernement rajoute une mesure paramétrique avec, d'ici 2027, la mise en place progressive d'un malus pour les salariés cessant leur activité avant l'âge de 64 ans. Ainsi il confirme l'objectif uniquement budgétaire de cette réforme.

Avec cette double lame destructrice de droits sociaux, c'est bien l'ensemble des salariés en activité, nés avant ou après 1975, qui sera victime d'une manière ou d'une autre de ce nouveau dispositif.

Depuis le 5 décembre, les salariés ont massivement rejeté cette réforme en s'engageant dans des actions parfois reconductibles. Les agents des finances ont largement participé à cette mobilisation. Rien dans les propos du Premier Ministre ne peut les rassurer, bien au contraire.

L'entêtement du gouvernement n'a d'égal que la détermination des salariés a exigé l'abandon de cette réforme.

**FO Finances appelle donc les personnels à renforcer la mobilisation en participant massivement le mardi 17 décembre à la journée de grève et de manifestations pour l'abandon de cette réforme injuste.**

Paris, le 12 décembre 2019



## Le gouvernement s'obstine : amplifions la mobilisation !

Les agent-es de la fonction publique, tout comme les salarié-es du privé, se sont à nouveau largement mobilisé-es lors de la journée unitaire du 10 décembre.

D'ores et déjà, nos organisations CGT, FA, FO, FSU et Solidaires réaffirment leur soutien à toutes et tous les agent-es qui, dans de nombreux secteurs, ont décidé de reconduire la grève.

Elles dénoncent la minoration systématique effectuée par le gouvernement des taux de grévistes particulièrement visible notamment dans la Fonction Publique Territoriale.

Les annonces faites par le Premier Ministre lors de son allocution au CESE ne répondent en rien à la légitime et majoritaire hostilité au projet de loi Retraites largement exprimée par les actions, la grève et les manifestations. C'est pourquoi, nos organisations y restent totalement opposées.

Nous dénonçons la volonté de division du pouvoir pour affaiblir le mouvement alors même que ce projet va accentuer les inégalités et détruire les solidarités.

Nous refusons la double peine pour les femmes dans la fonction publique qui découlerait de la mise en place de ce projet malgré les déclarations d'intention du gouvernement sur l'égalité femmes / hommes.

Profondément attachées à la solidarité, nous refusons la division entre générations et catégories professionnelles et de laisser nos jeunes collègues subir cette réforme.

Nous n'accepterons jamais de sacrifier nos enfants et petits-enfants. Pour nous, la retraite à 64 ans, c'est non.

Plus que jamais, nous continuons à revendiquer :

- Une amélioration et une consolidation de nos retraites, avec le maintien des régimes existants, notamment le Code des pensions civiles et militaires et la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, ce qui passe par le retrait du projet gouvernemental
- Le maintien de la catégorie active pour tenir compte des spécificités dans les trois versants de la fonction publique et une meilleure prise en compte de toutes les formes de pénibilité
- Des augmentations générales de salaire avec, en particulier, une revalorisation immédiate du point d'indice et l'attribution de points d'indice supplémentaire de manière uniforme.
- Des créations d'emplois statutaires dans les nombreux secteurs qui en ont besoin, et un plan de titularisation des contractuels.
- La défense des missions publiques et donc l'abandon de toutes les formes d'externalisation et de privatisation.

- « Le renforcement du Statut Général, garantie pour le citoyen d'un service public neutre et impartial et, par voie de conséquence, l'abrogation de la loi dite de transformation de la Fonction publique. Le Président et le gouvernement doivent nous entendre et vite, car nous ne céderons pas !

S'agissant des revalorisations de carrière annoncées – qui oublie de nombreuses catégories professionnelles, comment accorder le moindre crédit à des interlocuteurs qui refusent systématiquement et depuis des années la moindre augmentation de la valeur du point, d'un coût pourtant nettement inférieur ?

Nos organisations syndicales soutiennent et partagent l'appel interprofessionnel du 10 décembre « *à poursuivre et renforcer la grève y compris reconductible là où les salariés le décident. Elles appellent à organiser des actions de grève et de manifestation localement le 12 décembre, puis le week-end, et de faire du 17 décembre une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle massive de grèves et de manifestations.* »

Fait à Paris, le 11 décembre 2019